

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

16 AU 22 SEPTEMBRE 1993

N° 924

10,00 F

## Le droit d'asile hors-la-loi



**Armée onusienne :  
bourreau  
du peuple somalien**

En décembre 1992, l'opération onusienne « Restore Hope », show militaro-humanitaire, avait lieu à Mogadiscio. Aujourd'hui, que reste-t-il du prétendu désir de « gagner la guerre de la faim » en Somalie ?

Depuis que les forces armées onusiennes ont mis le pied sur le sol de cette partie de la Corne de l'Afrique, il ne se passe pas un seul jour sans que des incidents n'éclatent avec la population. Mogadiscio est actuellement dans une phase insurrectionnelle, ce qui en dit long sur le sentiment de gens ployant, depuis de longs mois, sous la férule impérialiste.

Le Monde libertaire s'était exprimé contre cette intervention, jugée démagogique. Et tout indique qu'il a eu raison de le faire. Car, comment croire que l'on puisse endiguer la faim en menant une politique de la canonnière, comme c'est le cas actuellement ?

Détruire des locaux d'organismes humanitaires, chasser les opposants au processus de « pacification », assassiner des centaines de civils, en utilisant les Rangers de la Delta Force (sinistre corps d'élite), ce n'est pas cela qui permettra de « gagner la guerre de la faim ». Une autre guerre est menée !

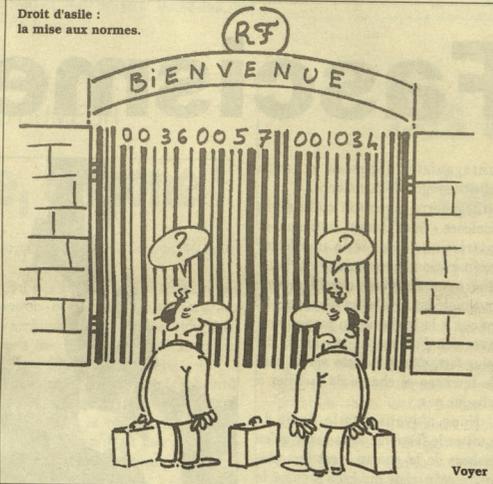
Humanitairement, c'est le fiasco. Colonialement, c'est réussi. Après l'ancienne *pax italiana*, voilà que la Somalie (l'Afrique ?) vit la *pax americana*. La faim fut un prétexte à l'entrepris d'une conquête. Une de plus !

**C**ONVENTION de Genève, Conventions de Schengen et de Dublin, Préambule de la Constitution de 1946... on imagine dans ce dédale juridique la tournure que prendrait un référendum sur la révision constitutionnelle. Les adeptes du « continent blanc » s'en donneraient à cœur joie pour démontrer l'avancée de leurs thèses stupides et dangereuses. Bien plus qu'un problème de flux migratoires, est remis en question un des traits du droit français.

Grâce aux résistants anti-nazis, figurent dans le Préambule de la Constitution de 1946, reprises en 1958, les dispositions suivantes « Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République ». Ce préambule réaffirme aussi les droits et les libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la déclaration des droits de 1789, qui dispose en son article 16 que « toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée ni la séparation des pouvoirs déterminée n'a point de constitution ». Ce qui est malheureusement le cas de la plupart des Etats membres de l'ONU.

Le problème est que ces dispositions constitutionnelles n'ont jamais reçu d'application législative. Cela signifie que le tribunal de droit commun judiciaire ou administratif peut donner, en l'absence de textes légaux et de jurisprudence, sa propre version du Préambule et définir de façon différente (à Rennes ou à Nice, par exemple) les notions de « Liberté », d'« action » et de « persécution ». Par sa décision d'août à l'encontre du projet de loi pasqua, le Conseil constitutionnel précise que « le respect de cette

Droit d'asile :  
la mise aux normes.



exigence [née du Préambule, NdR] suppose que les intéressés fassent l'objet d'une admission provisoire de séjour jusqu'à ce qu'il ait été statué sur leur cas ». Avec ces dispositions, le réfugié est renvoyé dans un vide juridique car la seule contrainte imposée à l'Etat est le non-refoulement aux frontières. Il n'y a rien sur les droits et les conditions de séjour : les réfugiés reconnus comme tels par ces dispositions pourraient être des citoyens-fantômes.

### L'OFPRO et la CRR maîtres du jeu

Contrairement au Préambule, les stipulations de la Convention de Genève de 1951 sont applicables en droit interne grâce à la loi de 1952 et au décret de 1953, qui ont créé l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRO) et la Commission de recours des réfugiés (CRR). La valeur juridique de cette convention, traité international, est supérieure à celle de la loi française et inférieure à celle de la Constitution. Cependant, s'ils portent sur le droit d'asile, les deux textes sont différents dans leur esprit et dans leur objet. D'un côté, l'imagerie résistante privilégie le combattant de la liberté ; de l'autre, la vision humanitaire met en avant la victime indifférenciée de la persécution. En effet, pour la Convention

de Genève, l'action importe peu dès lors qu'elle ne s'oppose pas aux buts et aux principes des Nations Unies, qu'elle ne soit pas un crime de guerre ou un crime grave de droit

commun. Ainsi, un membre du Front islamique du Salut (FIS) peut obtenir le statut au sens de la Convention de Genève s'il ne déclare pas avoir vitriolé des femmes non voilées ou avoir déposé une bombe dans un aéroport. Il en est de même pour une grande partie des personnes reconnues réfugiées par l'OFPRO et la Commission de recours des réfugiés (CRR), qu'elles se réclament des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul, du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ou du Parti communiste turc-marxiste-léniniste. Nous sommes manifestement éloignés d'un combat pour la liberté avec ces organisations.

En dehors personnes engagées, les paysans mauritaniens noirs, bosniaques, kurdes, tamouls... et tous ceux qui craignent ou subissent « des persécutions personnelles en raison de leur race, de leur religion, de leurs opinions politiques ou de leur appartenance à un groupe social » peuvent bénéficier de la Convention de Genève. Pour ce faire, s'ils arrivent en France clandestinement, ils se présentent devant une autorité (suite p. 4)

### PAIX AU PROCHE-ORIENT

## L'Intifada bradée ?

**A** PRES LA VICTOIRE des travailleurs israéliens en juin 1992, les enfants palestiniens sont descendus dans la rue avec des rameaux d'oliviers et sont allés vers les soldats israéliens pour fraterniser et dire leur joie d'un changement pour la paix. Certaines de ces manifestations se sont terminées par des blessés, les soldats ayant tiré dans la foule. Loin de cesser la politique de la main de fer du Likoud, le gouvernement Rabin, avec la participation des ministres de gauche du Meretz, l'a même accentuée : la grève des prisonniers politiques, les escadrons de la mort liquidant les militants recherchés, la déportation des 415 Palestiniens de Gaza dans le no man's land du Sud-Liban, le tir à vue généralisé, en particulier, sur des enfants (1)... Ce qui a provoqué une escalade de la violence et la mort de civils palestiniens et israéliens.

Rabin prendra alors la décision de fermer tout bonnement les territoires occupés pour assurer la sécurité ! Dans la pratique, c'était la formation de quatre régions totalement coupées les unes des autres avec pour consé-

« Des mots  
à Washington,  
des balles à Jérusalem »

quences la séparation des familles, l'impossibilité de travailler, l'arrêt des échanges économiques, les difficultés pour les malades de se faire soigner et, pour les étudiants, de poursuivre

des études. Cela revenait à la création de bantoustans, de quatre grands camps de concentration, avec l'aval des ministres du parti de gauche Meretz, anciens défenseurs des droits humains !

« Une victoire pour Rabin, pas pour la gauche », titrait *News From Within* (2) au lendemain des élections israéliennes de juin 1992 et *Challenge* (3) de renchéirir : « Des mots à Washington, des balles à Jérusalem ». Or la même liesse qu'aujourd'hui éclatait dans la plupart des médias, le même espoir pour une paix juste et durable au Moyen-Orient. Presque tous s'accordaient pour dire (suite p. 5)

Achetez « le Monde libertaire » hors-série LÉO FERRÉ  
en vente en kiosque au prix de 15 F

« "GERMINAL"  
LA VISION  
D'UN FAUX-FRÈRE »  
P. 8

T2137 - 924 - 10.00 F



F°P2520

# Le devoir d'interprétation

Dans le n° 922 du *Monde libertaire*, Louis Janover nous invitait à un débat sur l'antifascisme. Quelle stratégie, quelles alliances pour mener à bien le combat contre le fascisme, ces questions ont toujours été l'objet de discussions passionnées chez les révolutionnaires, qu'ils se réclament de l'anarchisme ou non.

L'exemple italien des années 20, la révolution espagnole, la Résistance dans la Seconde Guerre mondiale, autant d'événements dont les protagonistes encore vivants, discutent avec fièvre et polémiques. Quant aux historiens et autres, ils écrivent des livres...

Nous espérons que les articles qui passeront dans cette page « Arguments » traiteront plus de l'action antifasciste dans le monde d'aujourd'hui que de considérations historiques, qui ont à notre avis plus leur place dans des livres ou des brochures.

dans l'article précité, Louis Janover prenait à partie notre camarade Thierry Maricourt, nous reproduisons de larges extraits de la lettre que ce dernier nous a envoyée.

Enfin, de l'*Encyclopédie anarchiste* (1929), nous avons tiré un large extrait d'article sur le fascisme de Charles Rappoport.

Pour finir aujourd'hui, citons Luigi Bertoni (toujours dans l'*Encyclopédie anarchiste*) : « Pour combattre notre antiétatisme les socialistes ont souvent prétendu que nous n'étions que des alliés du libéralisme bourgeois visant aussi à la diminution du pouvoir de l'Etat. Laissons de côté ce qu'il y a d'inexact et même d'entièrement faux dans cette affirmation, et constatons que la pire forme de réaction, le fascisme, se prononce pour l'omnipotence de l'Etat. "Tout par et pour l'Etat, rien en dehors de l'Etat." C'est pourquoi l'antifascisme ne saurait en somme signifier avant tout et surtout qu'antiétatisme ».

LOIN DE MOI L'IDÉE de répliquer par un article d'une longueur proportionnelle à celui de Louis Janover. La lecture de mon livre (*Les nouvelles passerelles de l'extrême droite*), je pense, met les points sur les i. Je ne défends aucune « vue de l'histoire aujourd'hui intouchable ». J'insiste longuement sur le fait que l'histoire, par nature, doit être constamment revisitée. Ce qui ne signifie pas, pourtant, révisée. Et j'affirme, en effet, qu'il existe un « devoir d'interprétation » (l'expression est de Louis Janover, mais je veux bien la reprendre à mon compte). Tout militant politique, comme tout individu quelque peu critique, s'y exerce, me semble-t-il.

Car c'est au nom de ce « devoir d'interprétation » (que d'autres opposeraient à l'« apolitisme »), que j'estime, notamment, impossible de renvoyer dos à dos fascisme et antifascisme.

Que l'antifascisme ait servi et serve encore à balayer toutes les luttes, à assoier bien des pouvoirs, à légitimer l'inqualifiable, OK, mille fois OK. Mais je n'adhérerais jamais à l'équation selon laquelle le fascisme et l'antifascisme se valent (équation qui consiste en ceci : fascisme = capitalisme ; puis capitalisme = démocratie ; démocratie = antifascisme ; donc fascisme = antifascisme !). Peut-être suis-je extrêmement naïf, mais je pense que l'antifascisme prône des valeurs de respect de l'être humain,

alors que le fascisme le foule au pied. Ceci dit, ma naïveté s'arrête devant les outrances accomplies au nom, comme le déplore L. Janover et comme, évidemment je le déplore aussi, de l'antifascisme ou (au choix) de la liberté, de l'égalité, de la tolérance...

Alors, « qui trace la limite entre le bienvenu et le malvenu, entre le crédible et la surrenchère ? » interroge L. Janover. Mais lui, moi, et, surtout, tous ceux qui ne veulent pas être victimes d'un « marché de dupes où les antifascistes les plus conséquents sont à coup sûr les perdants ». On trace les limites. Pas toujours de gaité de cœur, certes, mais il faut bien faire quelque chose. Car sinon ? Que je sache, combattre un ennemi qui est désigné sous le terme (réducteur) de « fasciste », n'implique pas de renoncer à combattre un autre ennemi (le Parti communiste, la social-démocratie, ou ce que l'on veut d'autre) qui, justement, voudrait bien profiter de l'occasion pour se faire passer pour ami. L'ostracisme qu'a jusqu'à présent rencontré mon livre de la part des médias devrait convaincre que je plaide en faveur d'un antifascisme clair (c'est-à-dire dénué de toute forme d'allégeance envers « cette gauche qui a tout perdu »), et combatif.

Thierry Maricourt

## Fascisme

LE RÉVOLUTIONNAIRE ne saurait être un défaitiste du progrès humain. Il croit en un meilleur avenir de l'humanité, en un avenir sans classes, donc sans violence de classe.

Le fascisme, au contraire, défendant le régime de l'exploitation et de la violence, croit ou feint de croire que la violence est éternelle, bienfaitrice, réconfortante (voir Joseph de Maistre, de Bonald, Proudhon, Nietzsche, Georges Sorel, Bernhardt, Foch et autres hommes de guerre et de réaction plus ou moins illustres). Il cherche à éterniser le régime des classes

antagonistes opposées, et, avec elles, le règne de la violence.

La guerre, avec son culte de la violence « bienfaitrice, nationale et patriotique », a été la meilleure préparation fasciste. Quand nous disions et écrivions que la guerre mondiale impérialiste marquerait le retour à la barbarie du moyen-âge, avec son *Faustrecht*, son droit du retour à la barbarie du moyen-âge, plus fort, c'était l'exacte vérité, que le fascisme se charge de justifier à chaque pas.

Nous n'avons pas le droit de quitter le fascisme sans noter qu'en dehors de la guerre, c'est le socialisme réformiste qui lui a préparé le terrain favorable. En effet, en désarmant le prolétariat moralement, intellectuellement et politiquement par sa propagande des illusions démocratiques, il a livré les masses aux bandes fascistes qui savaient d'avance qu'elles ne rencontreraient aucune résistance effective.

Les réformistes confondent l'idéal, le but final socialiste avec les moyens, le point d'arrivée avec le point de départ. Oui, notre but final est l'harmonie, la solidarité, la paix définitive, la fraternité même.

Mais avons-nous le droit d'oublier que nous vivons dans une société basée sur la lutte des classes, armée



Pèlerinage intégriste de Chartres (1987).

jusqu'aux dents, et ne prêchant la non-résistance au mal qu'aux faibles, qu'aux opprimés et aux exploités ?

Désarmer le prolétariat, c'est armer les fascistes. Dire aux prolétaires qu'il suffit d'attendre le coup des majorités parlementaires, c'est livrer la classe ouvrière aux coups de main fascistes.

Même si le prolétariat a la majorité au Parlement, la classe capitaliste ne cédera pas. Elle brisera, par la force, sa propre légalité parlementaire. Le fascisme deviendra mondial. Nous voyons chaque jour la tache noire fasciste s'élargir, s'étendre sur un grand nombre d'Etats. Avec les progrès du prolétariat, le fascisme grandit et se développe. Le dissimuler, c'est trahir la classe ouvrière ou être dupe de sa propre ignorance, de ses illusions « démocratiques ».

Autre trait du fascisme : il s'adresse de préférence aux anciens socialistes, en leur confiant la direction. Mussolini est un ancien militant socialiste. Millerand aussi.

Et j'en passe. Le fascisme, c'est le rendez-vous de tous les crimes, de toutes les vilenies, de toutes les trahisons.

Tout en jetant bas son masque démocratique et légaliste, le fascisme a tout de même, pour entraîner les foules inconscientes, besoin de se draper d'un intérêt général. C'est l'ordre. C'est la patrie. Le coffre-fort se dissimule dans les plis du drapeau national et de l'ordre sacré.

On peut aisément démontrer que les autres forces contre-révolutionnaires, en soutenant et en préconisant ces mêmes devises : ordre et patrie, doivent fatalement, qu'elles le veuillent ou non, aboutir aux mêmes tactiques, aux mêmes actes que le fascisme, qui joue le rôle de précurseur et de modèle à tous les défenseurs quand même du régime capitaliste et impérialiste. La contre-révolution est une et indivisible.

Charles Rappoport  
(*Encyclopédie anarchiste*, p. 795-796)

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde  
**libertaire**

### Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)   
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

IMPRIMERIE DIEPPOISE

# Pas de licenciements pour les travailleurs du Livre

**A** PRES le dépôt de bilan de l'imprimerie Dieppoise, dont le *Monde libertaire* a eu l'occasion d'abondamment parler au printemps dernier, le tribunal de commerce de Dieppe, où siègent par mal de birbes et de faux-culs (on verra pourquoi, plus loin), avait entériné l'offre de reprise du groupe Morault, seul reprenneur. Cette reprise s'accompagnait du licenciement de six bons zigos, comme par hasard, délégués du personnel et membres du Comité d'entreprise. Vachardise patronale de plus, Jean-Charles Morault liait le licenciement des bons zigos à la reprise de la boîte. Notons, au passage, l'attitude des Ponce Pilate du tribunal de commerce : six personnes sont virées, mais en acceptant la reprise de l'imprimerie Dieppoise, nous en sauvons vingt-

sept autres. Nous n'avons pas à nous prononcer sur le fait que ces personnes soient des délégués, nous, nous jugeons du côté économique de la chose. (Le populo reconnaîtra bien là la justice, ignorant ce que fait son bras gauche lorsque son bras droit exécute un mauvais coup.) Il y a donc, côté tribunal, un raisonnement carré ; mais dans le genre raisonnement de cheval, celui de l'inspecteur du travail, qui autorisa le licenciement de salariés protégés par le code du travail, se posait aussi là.

Le recours déposé par quatre des délégués, auprès du ministère du Travail, le 23 mars, vient d'aboutir à un résultat plutôt chouette ! Primo, la décision de l'inspecteur est annulée ; second, l'autorisation de licenciement des quatre délégués est refusée.

Le désaveu... mieux, cette claque a dû raisonner un maximum dans l'auguste tête du sieur Jean-Charles. Il est vrai que son autorité de « singe » de droit divin en prend un rude coup. Pour le père Peinard, il est quand même rassurant de voir aujourd'hui des amis d'un syndicat (1) ne pas se laisser marcher sur les arrières. Il est même très encourageant de voir, pour un bon bougre d'anarcho, des ouvriers organisés faire respecter des droits chèrement acquis, ainsi que leur dignité d'hommes libres. Libres, entre autres, de s'affilier à un syndicat.

Tel un prophète de l'Ancien Testament, Jean-Charles pensait pouvoir désigner ses loyaux sujets et

les ventres creux, marqués du sceau du syndicat du Livre devant donc mendier à l'ANPE.

Ce serait drôlement bien si les marques de la battue en brèche du pouvoir patronal se multiplient et finissent par donner des idées à d'autres salariés. Aux lieux qui seraient un peu à court, la lecture de *l'Almanach du Père Peinard* est conseillée, mille dieux ! Ils y trouveront bien des conseils sur la façon de discuter avec les jean-foutre patronaux et les tiliers tordus !

J.-J. L. (gr. FA de Dieppe)

(1) Définition du syndicat : association regroupant des travailleurs pour la défense de leurs intérêts.

Radio Libertaire - Paris (89.4)

SAMEDI 18 SEPTEMBRE

11 h 30 - 12 h 30

Forum des « Chroniques syndicales » avec Guy Groux et Catherine Lévy auteurs de « La Possession ouvrière - Du taudis à la propriété (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) » éditions de l'Atelier - 140 F

FORUM

de la librairie

du Monde Libertaire

SAMEDI 18 SEPTEMBRE

16 h

avec Marie-Claire Calmus

autour de son livre

« Paris-Mantes,

chronique du Val-Fourré »

(journal d'une prof

de banlieue)

éd. De Magrie - 120 F

HIER A NANTES, AUJOURD'HUI AU MANS

## Les travailleurs sociaux face à l'ordre moral

**C**OMME L'ANNONÇAIT *le Monde libertaire* dans ses n<sup>os</sup> 921 et 923, une manifestation aura lieu le 4 octobre au Mans pour soutenir les inculpés de l'association Montjoie.

Il peut être, à plus d'un titre, intéressant de revenir sur des cas qui ont déjà eu lieu dans le passé. Car c'est presque tous les ans que des travailleuses et travailleurs sociaux sont poursuivis par une justice qui n'en a que le nom. Prenons le cas du procès et de l'affaire qui eut lieu à Nantes entre 1967 et 1978.

Une association, le CAE, s'occupe de la délinquance dans certains quartiers chauds de Nantes. Elle est gérée, comme par hasard et comme au Mans, par un conseil d'administration composé de notables type XIX<sup>e</sup> siècle, bon bourgeois sociaux, rétrogrades pour la plupart, et surtout très catholiques. Ce conseil d'administration est une structure complètement fermée et hyper conservatrice, dont les membres se cooptent entre eux. Ils gèrent, dans leur grande majorité, des administrations ou des entreprises de plusieurs dizaines, voire centaines, de personnes, et pendant leurs loisirs, font œuvre de charité chrétienne.

Comme tout bon catholique, pour eux, la famille est le pilier fondamental de la société et de l'ordre moral. Du coup, inévitablement, ces personnes se comportent dans cette même logique dans le cadre de l'association : comportement très paternaliste, où comme le dit la Bible : on est tous frères. Du coup, le conseil d'administration s'efforcera de ne jamais laisser s'instaurer un rapport salarié-patron. L'organisation syndicale est donc une menace.

Le personnel, quant à lui, n'est pas sur la même longueur d'onde. Comme au Mans, une lutte anti-hiérarchique a été menée au sein de l'association. En 1967, au moment de la création du CAE, les éducateurs et éducatrices ne veulent pas revivre ce qu'ils ont vécu

en internat dans les écoles d'éducateurs : une hiérarchie de chefs, de groupes soumis au directeur qui seul réfléchit sur les problèmes pédagogiques ; avec une direction qui conçoit, maîtrise, contrôle, surveille... et en face des êtres qui exécutent. Une lutte institutionnelle sera menée, et comme au Mans, jusqu'à la démission du directeur.

L'association fonctionnera pendant quelque temps sous une forme d'autogestion. Toujours comme au Mans, après avoir tout tenté (pressions, division du personnel, menaces de démission et de laisser l'association gérée par les pouvoirs publics de même obédience politique), c'est la justice qui va s'en mêler. Dernier recours pour ces imposteurs, toujours là pour imposer leur morale. Dernier recours pour casser une structure militante qui tente, dans ses actions, dans son fonctionnement, de trouver une alternative à la délinquance.

A Nantes, en 1976, il sera reproché à un éducateur d'avoir donné une boîte de préservatifs à un adolescent de dix-sept ans. Il passera en procès sous le chef d'inculpation : « *Incitation de mineur à la débauche* ». Pas moins, Évidemment, se créera de Nantes à Paris, de Rouen à Rennes, Bordeaux... des comités de soutien auxquels participera bien évidemment la Fédération anarchiste.

Pourquoi avoir rappelé cette affaire, qui date de plus de quinze ans ? Parce que, comme par hasard, le nombre de similitudes entre les deux affaires ne manque pas. Quelques jours de retard, pour la transmission d'un dossier à la justice, sont reprochés aux inculpés du Mans. Poursuivis, car en tant que travailleurs sociaux, ils n'ont pas voulu être de simples flics mais ont voulu comprendre, aider et ne pas uniquement réprimer.

Pourquoi en parler plusieurs fois dans les colonnes du *Monde libertaire* ?

L'enjeu est grand. Il est vrai que nous ne pouvons qu'être solidaires d'individus subissant une répression d'une « *dictature démocratique* », comme le dit l'écrivain Serge Livrozet. Mais ce procès est aussi politique : avec le retour de la droite au pouvoir, avec ladite crise des idéologies, l'ordre moral revient en grandes pompes. La conséquence, dans l'ensemble du secteur social, se traduit par une poussée de la conception religieuse et autoritaire de l'action éducative. Il ne s'agit plus pour les éducateurs et les éducatrices d'apporter aux milieux dévotisés une aide, de leur prouver qu'ils ont des capacités intellectuelles, matérielles et collectives, et qu'ils peuvent les utiliser. Il s'agit avant tout d'établir un lien spirituel et moral qui consiste d'abord, quelles que soient les situations, dans le renforcement de la cellule familiale. Plus question de proposer et de lutter pour une meilleure société, plus question d'analyses de la délinquance. Comme l'indique la Bible : *Pauvres, restez pauvres et attendez la mort*.

Le rôle du secteur social n'est plus que de servir, forme de charité chrétienne et qui doit rester à ce stade. C'est pour toutes ces raisons et parce que l'affaire du Mans n'est pas isolée, tant géographiquement qu'historiquement, que le soutien est important et que la Fédération anarchiste est dans son ensemble solidaire des inculpés.

Régis Balry  
(gr. FA du Mans)

Manifestation au Mans  
lundi 4 octobre  
rendez-vous à la gare  
à 12 h  
permanence téléphonique  
du groupe FA  
du 26 au 30 septembre  
et le 3 octobre de 20 h à 24 h  
au 43.85.02.16 (renseignements,  
possibilités d'hébergement...)

BILLET D'HUMEUR

## En voiture, Simone !

L'activité touristique aura été grande à travers le monde, au cours de cet été 1993.

Tourisme en Espagne pour le Roi des Belges, qui se termine par un tourisme plus définitif. Baudouin, roi par la grâce de Dieu, est allé rejoindre son supérieur hiérarchique. Conséquence : tourisme mondain à Bruxelles pour les chefs des Républiques avoisinantes. Pourtant, retenons deux exemples plus pittoresques encore.

Le premier est un tourisme de proximité. Le 29 juillet, Edouard Balladur et Simone Veil visitaient la banlieue. Pour ce déplacement inhabituel, les ministres avaient opté pour la voiture de location. C'est en effet le consensus, actuellement : on n'allait pas provoquer les pauvres chez eux en leur montrant les vrais véhicules ministériels, qu'ils ont offerts à leurs chefs, sans le savoir.

Arrêt à Aulnay-sous-Bois. Simone chercherait-elle un emploi aux usines Citroën ? Non, on est venu pour le golf. Figurez-vous que les pauvres jouent au golf ! Sur de vraies pelouses. Comme des êtres humains !

— Comment ça se dit *green* dans le tiers monde, Simone ?

Mais Simone Veil s'intéresse davantage au tir à l'arc. A chacun ses goûts. Ça se passe à Montfermeil, cette fois. Nos chômeurs ne s'ennuient pas, ils tirent à l'arc !

Deux ou trois photos-souvenirs pour immortaliser le cadre, impayable, et Edouard remonte en voiture. A Rosny-sous-Bois, les pauvres s'adonnent à la boxe thaïlandaise. Ah ! on ne s'emmerde pas, dans nos banlieues !

Edouard lâche pour la presse : « *Je suis très admiratif de ce que j'ai vu !* » Le voilà déjà métissé, il en oublie la langue française.

Autre intéressant exemple de tourisme, mais là il faut compter la semaine. Karol Wojtyla, domicilié à Rome, où il exerce la profession de pape, a effectué sa soixantième grande virée touristique. Aux Amériques. Passons sur la Jamaïque où ses descendants d'esclaves, peu reconnaissants envers l'Eglise catholique, se livrent au concubinage le plus éhonté... comme de vulgaires prêtres de « gauche » !

Monsieur Wojtyla se rend aussi au Mexique. Il est curieux de voir dans quel état se trouvent les descendants des Mayas, des Toltèques, des Olmèques et autres Indiens. Ces obstinés ont réussi à survivre aux massacres de très catholiques conquistadors ! Ils méritent bien une bénédiction.

— « *Vous êtes les descendants des hommes et des femmes qui pleuraient le continent lorsque la croix du Christ y fut plantée !* », a-t-il déclaré.

Elle leur fut même plantée directement au travers du corps. Grâce à cette méthode, le Saint-Esprit ne leur a pas échappé.

On voit qu'en cette période de crise, la visite aux pauvres, quelle que soit leur origine, constitue un but de promenade bien sympathique.

On se demande toutefois si, pour égayer l'excursion, un petit accident d'avion ou une voiture piégée ne seraient pas les bienvenus...

Guimou de la Tronche

# Le droit d'asile hors-la-loi

(suite de la « une »)

préfecturale qui leur fait remplir une demande-formulaire à l'OFPPRA et leur délivre un récépissé d'autorisation de séjour pour se présenter à une convocation à l'OFPPRA. Ce dernier organisme est le seul compétent, en France, pour délivrer des cartes de réfugiés et suivre l'état-civil des réfugiés. Il n'est pas indépendant, mais est sous la tutelle du ministre des Affaires étrangères. Son conseil décisionnel est composé en majorité de représentants de ministères. Ses décisions, d'accord ou de refus, sont prises en opportunité, c'est-à-dire dans certains cas en fonction d'intérêts diplomatiques.

En principe, tant que l'OFPPRA ne l'a pas décidé, le refoulement, et encore moins l'expulsion, d'un demandeur d'asile n'est pas possible, sauf pour troubles à l'ordre public ou demandes consécutives. Il en était de même pour la commission de recours des réfugiés (CRR), juridiction administrative composée d'un conseiller d'Etat (en général) et de deux assessseurs, représentant théoriquement l'OFPPRA et le Haut commissariat aux réfugiés (HCR), une institution onusienne. Saisie par le recours d'un demandeur d'asile débouté par l'OFPPRA, elle peut accorder le statut après réexamen complet des dossiers et audition. Mais désormais, à l'encontre de la position du Conseil d'Etat, le Conseil constitutionnel autorise le refoulement pendant l'instance du recours

quand, selon la loi du 24 août 1993, le préfet estime qu'« il est établi que le demandeur d'asile est effectivement admissible dans un Etat autre que celui où il redoute d'être persécuté, dans lequel il peut bénéficier d'une protection effective, notamment contre le refoulement ; ou que la présence en France de l'étranger constitue une menace grave pour l'ordre public ; ou que la demande d'asile repose sur une fraude délibérée ou constitue un recours abusif aux procédures d'asile ou n'est présentée qu'en vue de faire échec à une mesure d'éloignement prononcée ou imminente » (article 31 bis, alinéas 2-3-4). On comprend la gravité de cette disposition quand, par exemple, la CRR a permis à quasiment tous les types de demandeurs, victimes de la crise de la Yougoslavie titiste (notamment les déserteurs et insumis de tous les bords) d'obtenir le statut, alors que l'OFPPRA le refusait à presque tous. Imaginons le devenir actuel d'un Bosniaque, Musulman ou Rom, qui aurait été renvoyé en Croatie il y a quelques mois (1) et auquel la CRR aurait ensuite reconnu le statut !

## Le blocage policier

Un troisième niveau est donc ajouté à l'ancien dispositif : le préfet peut refuser l'accès au territoire français dans les cas énumérés au

paragraphe précédent, et pour un demandeur d'asile ayant transité par un pays signataire des conventions de Schengen et de Dublin. Déjà, les amendements Marchand (ex-ministre socialiste de l'Intérieur) avaient compliqué la procédure pour préparer l'application des nouvelles conventions : dans les zones de transit des aéroports, les auditions étaient faites par des agents du ministère des Affaires étrangères et la Police de l'air et des frontières (PAF) permettait l'entrée en France si la demande n'était pas infondée. Car le ministère de l'Intérieur souhaite bloquer les demandeurs d'asile aux frontières, c'est-à-dire dans les ports et les aéroports, puisque la Convention de Schengen rend l'arrivée par terre inutile pour l'asile légal (sauf application du Préambule, non définie), le demandeur étant renvoyé immédiatement dans le plus proche pays limitrophe. L'Intérieur estime qu'il lui est très difficile d'expulser des demandeurs déboutés, qui disparaissent dans la clandestinité ou obtiennent parfois une régularisation.

Les demandeurs refusés à la frontière, placés en zone de transit, peuvent théoriquement faire une demande à l'OFPPRA, qui leur ouvre l'entrée sur le territoire. Ce que le projet Pasqua refusait dans le cas Schengen. Mais il paraît vraisemblable que seuls ceux qui viennent des filières politiques (Tamouls, Turcs, Kurdes) ou économiques

(Chinois, Roumains) connaîtront cette procédure compliquée. Gageons que la police ne fera pas de grands efforts pour renseigner les demandeurs critiquant ses décisions, d'autant que la présence d'associations humanitaires dans les zones de transit a été refusée par les socialistes.

## Un clandestin c'est moins cher

A ce dispositif dissuasif, s'ajoutent les amendes dont sont désormais passibles les compagnies aériennes qui embarqueraient des voyageurs sans papiers en règle. Les candidats à l'asile devront donc se tourner vers le bon vouloir des ambassades, qui donneront sans problème, on s'en doute, un laissez-passer à des paysans, croupillant en des camps de réfugiés aux frontières. Réfugiés parfois démunis de papiers d'identité, comme ceux ayant quitté la Mauritanie où l'Etat s'est illustré en détruisant lesdits papiers. Quant aux Bosniaques... qu'ils se choisissent une ethnie, leur dit l'ONU.

Ce système bureaucratique et répressif doit s'abattre sur une population annuelle de 20 000 personnes, dont 20 à 30% sont reconnues réfugiées (surtout les Vietnamiens et les Tamouls), soit un solde de 15 000. Ce qui correspond au niveau annuel des expul-

sions. Le flux est le même qu'en Belgique ou qu'en Suisse !

Avec le système Pasqua-Mitterrand, les clandestins sans droits remplaceront les demandeurs d'asile, car les frontières hermétiques n'existent pas. Par ailleurs, l'Etat économise l'allocation d'insertion, versée à tout demandeur d'asile (1 300 F par mois).

En France, la bourgeoisie joue la démagogie pour faire oublier qu'elle s'enrichit sur le chômage et le travail clandestin. Il n'y a qu'à voir les files de Pakistanais, de Tamouls, de Sikhs, de Turcs dans certaines rues de Paris, véritables marchés aux esclaves ; ou encore ces Chinois parqués dans des hangars à Roubaix et payés 1,33 F de l'heure ; sans oublier les « mules » à drogue de la mafia !

L'alternative pour la bourgeoisie française serait d'installer des usines à Moscou, où l'ouvrier est payé X fois moins cher qu'en France. Déplacer les usines s'avérerait beaucoup plus juteux que le soutien aux démocrates du tiers monde, bien plus juteux encore que les projets de développement autocentré au Vietnam ou au Mali, qui régleraient en grande partie le problème des réfugiés et des demandeurs d'asile, dont la grande majorité préférerait vivre au pays.

Xavier Merville (gr. Ubu - Paris)

(1) Cet été, l'Etat croate a renvoyé 500 réfugiés bosniaques dans la zone de guerre de Bosnie.

DROIT D'ASILE : INTERVIEW D'« ACCUEIL ET PROMOTION »

## Porte close pour les réfugiés

« Accueil et promotion » est une association luttant pour l'égalité entre citoyens français et résidents étrangers par la formation et l'alphabétisation. Elle assure depuis dix ans des permanences juridiques.

Le Monde libertaire a rencontré Eric Meunier, président de l'association, et Gabriel Frédéric, salarié de la permanence juridique, pour aborder avec eux les problèmes des immigrés en situation irrégulière, les lois Pasqua, et bien sûr, le droit d'asile.

— **ML** : Quelle est la situation actuelle des personnes que vous rencontrez dans vos permanences ?

— **Eric Meunier** : Avant la loi Pasqua, la situation, régulière ou non, d'étrangers était déjà très difficile. Maintenant, elle devient dramatique, notamment pour des jeunes entrés en France hors regroupement familial, et qui ne pourront pas

espérer obtenir une quelconque régularisation.

Avec la réforme du code pénal, nous avons édité une plaquette *Que faire en cas de contrôle d'identité ?* pour faire connaître les risques et recours possibles.

— **Gabriel Frédéric** : Nous avons constaté, alors, que des personnes, que nous avions envoyées pour un recours, ou qui avaient été convoquées pour régulariser leur situation, avaient été arrêtées au guichet de la Préfecture, de Paris et Bobigny, notamment.

— **Eric Meunier** : Nous avons eu le cas d'une mère de famille seule, arrêtée et placée six jours en centre de rétention, sans que personne ne se soucie de savoir ce que deviendraient ses trois enfants restés seuls... Si l'administration se met à placer les enfants à la DASS pour reconduire les parents à la frontière... ça a un nom, ça s'est déjà vu dans l'histoire !

— **ML** : Que pensez-vous des discours actuels sur le droit d'asile ?

— **Gabriel Frédéric** : Le droit d'asile est l'un des principes fondateurs de la République reconnu dans la constitution, et c'est aussi un droit conventionnel, la France ayant signé des engagements internationaux (Convention de Genève en 1951). Revenir sur le droit d'asile, sous prétexte de mise en accord avec Schengen, obéit à des buts purement politiques.

— **Eric Meunier** : La fameuse « Immigration zéro » de Pasqua !

— **Gabriel Frédéric** : La France est en train de glisser vers une situation de non-droit. Il faut pourtant savoir que ce pays est l'un de ceux, même en Occident, qui accueille le moins de réfugiés (moins de 200 000), contrairement aux pays du tiers monde, comme le Pakistan, ou l'Iran qui en compte plus de trois millions... Prétendre que les gens dévoteraient le droit d'asile pour « envahir la France » (dixit V. Giscard d'Estaing) est de la pure démagogie. Depuis 1989, les conditions pour obtenir le statut de réfugié sont tellement restric-

tives, qu'il faut fournir des preuves des persécutions, des « certificats de tortures », demandés par l'OFPPRA, qui, sans ces preuves, considère le réfugié comme faux demandeur, et qui, en présence de celles-ci, estime qu'elles ont été fabriquées. C'est un cercle vicieux...

— **Gabriel Frédéric** : Quand un demandeur d'asile est arrêté, il est expulsé et est remis entre les mains de la police du pays qu'il a fui. C'est la collaboration des flics.

— **ML** : N'y a-t-il pas des critères diplomatiques qui influent sur les décisions de l'OFPPRA, suivant l'Etat concerné ?

— **Gabriel Frédéric** : Si. Le cas le plus frappant actuellement est celui du Chili. En 1991 ont eu lieu les élections qui ont porté Patricio Aylwin et les sociaux-démocrates au pouvoir. Le gouvernement chilien fait partie de l'Internationale socialiste, comme le gouvernement français de l'époque. Ce dernier a alors déclaré qu'il refuserait l'asile politique aux Chiliens, puisque la démocratie, selon lui, était revenue en ce pays. Pourtant, Pinochet est toujours chef de l'armée !...

— **ML** : Quelles réactions sont maintenant possibles pour le droit d'asile ?

— **Eric Meunier** : Il y a un clivage entre les populations dites immigrées et les réfugiés. Je ne sens pas les premiers défendre les seconds. Ce

sont des publics assez différents, dont les raisons d'émigration ne sont pas les mêmes. Quant à l'opinion française, ce qui l'assomme, c'est surtout le chômage... Espérer obtenir son soutien, je n'y crois plus. Depuis des années, il a été fait par tous les gouvernements un amalgame de l'étranger quel qu'il soit, à quel titre qu'il soit en France. Je regrette beaucoup qu'à l'heure où va être célébré le cinquantième de la fin de la Seconde Guerre mondiale, on oublie que la convention sur les réfugiés de guerre de 1949 et celle de Genève de 1951 se sont établies sur un consensus de beaucoup de pays, après une guerre qui a fait plus de 60 millions de morts, et à peu près autant de personnes déplacées. On n'a plus voulu revoir cela, on a voulu que les réfugiés puissent trouver des pays d'accueil... Mais en ce moment, toutes les portes se ferment, et c'est une politique déléguée sous prétexte de crise économique. C'est une fois de plus désigner les étrangers comme bouc émissaire, qu'ils soient en France pour fuir la misère, ou pour fuir des dictateurs qu'ils ont passé des années à combattre.

N.B. : Permanences d'« Accueil et promotion » : Bondy, 59 avenue Daumesnil ; Paris, 61, rue de Charonne et au Centre social de la Goutte-d'Or, 28 rue de Laghouat.

(suite de

que les

permett

pourtant

On i

Palestin

« chang

retrouve

mur. L

coutate

engendr

prévisib

regards

5 h du

leur ma

antichar

vécue p

son en

ou bien

l'univers

pierres

situation

en beau

bout et

à tourner

débarqu

# Paix au Proche-Orient : L'Intifada bradée ?

(suite de la « une »)

que les ministres du Meretz ne permettraient pas cette oppression. Et pourtant...

On imagine la déception des Palestiniens vivant au quotidien ce « changement », leur sentiment de se retrouver encore une fois le dos au mur. La nouvelle « guerre des couteaux », les actes désespérés engendrés par cette situation étaient prévisibles. Il faut se souvenir des regards de ceux qui se retrouvaient à 5 h du matin, dans la rue et devant leur maison détruite à la roquette antichar. Il faut comprendre la tension vécue par ces gosses dont les parents sont en taule, frappés sous leurs yeux ou bien des « martyrs » et dont l'univers se résume à l'angoisse, les pierres et les balles. Dans une telle situation, les intégristes du Hamas ont eu beau jeu de rallier des personnes à bout et ne sachant plus vers qui se tourner. Les groupes du Hamas débarquent, masqués et armés, dans

les camps de réfugiés, accrochent quelques drapeaux palestiniens, notamment autour des mosquées, esquissent une parade militaire et voilà la peur et l'humiliation qui s'estompent. Depuis la fin de la guerre du Golfe, le Hamas est de plus en plus présent sur le terrain, notamment à

**« Pour l'OLP,  
c'est une percée  
et une chance historique... »**

Gaza, et semble être le seul à redonner un sentiment de dignité à ces Palestiniens parqués dans les camps, abandonnés de la communauté internationale et de leurs soi-disant « frères » arabes.

Il n'est pas question pour les libéraux de prendre parti pour l'une ou l'autre population, mais de tenter de voir clair dans les intentions des grandes puissances, de dénoncer

l'oppression et la violence des États envers les populations et de souligner les véritables enjeux économiques dans la région. L'accord « Gaza-Jéricho d'abord » est célébré aujourd'hui comme une avancée positive vers un projet de paix globale au Moyen-Orient et, à en croire nos médias et leur show médiatique, celle-ci serait irréversible et ferait table rase des conflits passés. Pour l'OLP, c'est une percée et une chance historique qui fait tomber des barrières psychologiques. L'accord « Gaza-Jéricho d'abord » parle effectivement d'intégrité territoriale, mais nulle part il est question de l'arrêt des implantations israéliennes dans les Territoires occupés et le règlement de la question de Jérusalem-Est est renvoyé à un futur hypothétique.

De nombreuses interrogations demeurent, entretenues par le flou du texte : comment assurer la sécurité des 4 000 colons de la bande de Gaza ? Où se fera le redéploiement de l'armée après son retrait de Gaza et de Jéricho ? Et le retour des réfugiés palestiniens ? Les nouvelles autorités palestiniennes auront-elles les moyens nécessaires pour mettre en place des infrastructures qui rendent l'autonomie viable ? Véritable poudrière devenue incontrôlable pour les Israéliens, Gaza est dans une situation économique catastrophique : 60% de chômeurs, une eau impropre à la consommation, des réserves naturelles épuisées, des égouts à l'air libre, etc. Avec ses 30% de chômeurs, Jéricho n'est pas mieux lotie. L'agriculture est pauvre et l'industrie inexistante. En d'autres termes, les puissances internationales ont-elles un intérêt majeur à donner les crédits nécessaires (4) au projet « Gaza-Jéricho d'abord », afin qu'il ait une chance de réussir ? L'eau qui est un problème crucial dans la région nécessite à lui seul des moyens énormes s'il s'agit d'installer un complexe de traitement de l'eau de mer.

Le premier résultat tangible des négociations est la reconnaissance mutuelle Israël-OLP qui entérine la fin de l'Intifada. La « révolution des pierres » a été une insurrection généralisée et autogérée, l'expression d'un peuple contre la répression de l'occupation militaire. Il est difficile d'envisager que des pratiques de désobéissance civile nées de la



Jénine (Cisjordanie), 1992 : les enfants de l'Intifada.  
Photo Christiane Passevant.

solidarité et de la lutte du peuple palestinien puissent disparaître alors que l'occupation israélienne continue dans le reste des Territoires occupés. Comment alors réagirent les policiers

décisif vers une paix juste et durable au Moyen-Orient. Souhaitons que le projet « Gaza-Jéricho d'abord » ne soit pas « Gaza-Jéricho seulement ».

Christiane Passevant

**« Les signatures sur un accord  
ne sont pas une fin en soi,  
encore moins une victoire. »**

palestiniens face à des enfants armés de pierres ?

Les signatures sur un accord ne sont pas une fin en soi, encore moins une victoire. La mise en pratique du processus d'autonomie et les moyens donnés au projet par les puissances occidentales, véritables responsables du conflit israélo-palestinien, marqueront une étape vers une réconciliation crédible dans cette région, mais c'est la fin de l'occupation israélienne dans les Territoires occupés qui sera le pas

(1) Le 18 juillet dernier, Izzat Amer Mattar, un jeune garçon (8 ans) du camp de Jabalia (Gaza) a été blessé mortellement par les soldats israéliens. Ce qui porte à 39 le nombre d'enfants tués par les militaires israéliens ces six derniers mois, selon B'tselem (association israélienne pour la défense des droits humains).

(2) *News From Within*, juillet 1992. Mensuel publié par le Centre alternatif d'information de Jérusalem, qui regroupe des Israéliens radicaux et des Palestiniens. (AIC, PO Box 31417, Jérusalem. Tel : 19/972-2-241159)

(3) *Challenge*, novembre-décembre 1992. Revue de la gauche israélienne, publiant tous les deux mois des articles d'Israéliens et de Palestiniens. *Challenge*, PO Box 32107, Jérusalem 91320, Israël. Tel : 19/972-2-251614.

(4) Six milliards de dollars sont donnés chaque année à l'Etat d'Israël par les Etats-Unis.

## Nouvelles du front

### ANGERS : DIXIÈME PROCÈS POUR DIDIER BRIAND PROCÈS REPORTÉ AU 27 SEPTEMBRE

L'antimilitariste mayennais Didier Briand, réfractaire au service national, passera en procès pour insoumission le lundi 27 septembre (et non plus le vendredi 24, comme annoncé dans le ML n° 923) à 9 h au Palais de justice d'Angers. Vous êtes invités à venir nombreux le soutenir.

## Associations

### PARIS : « CHIRAC LOGE SES AMIS, LA SEMEA XV EXPULSE LES HABITANTS »

Aux Amandiers (20<sup>e</sup> arrondissement), depuis que le quartier a été déclaré ZAC, la SEMEA XV, société d'économie mixte dépendant directement de la Ville de Paris, cherche à expulser les habitants du quartier, en les traînant devant les tribunaux le 20 septembre. Lors des opérations ZAC, les locataires ont tous droit au logement sur place. Pourquoi pas ceux des Amandiers ?

Lorsque la SEMEA XV a racheté les immeubles, les anciens propriétaires n'ont pas eu l'honnêteté de déclarer l'état de locataires des habitants, les plaçant dans une situation de non-droit, alors que ces spéculateurs ont encaissé les loyers pendant des années.

La SEMEA XV a corsé la situation en refusant depuis deux ans de délivrer des quittances de loyers, qui sont toujours payés. Pourquoi ? Est-ce pour loger les « amis » de la Mairie de Paris et les citoyens « bon teint », comme ce fut le cas pour les nouveaux logements sociaux qu'on a construit dans le quartier ?

Pour ces raisons, le samedi 18 septembre à 14 h (M<sup>e</sup> Ménéilmontant), les habitants des Amandiers vous invitent à venir manifester.

Association « ADEFZA », 8, rue des Mûriers, 75020 Paris.

### BRUXELLES (BELGIQUE) : CINÉ-VIDÉO AU GERNIKA

Dans le cadre de son ciné-vidéo club du jeudi, le Centre culturel libertaire Gernika vous invite à la projection, le 23 septembre à 20 h 30, du film de Werner Herzog *Les Nains aussi ont commencé petits* (1970). Entrée : 80 FB. Gernika, 65, rue du Midi, 1000 Bruxelles.

### RIS-ORANGIS : FÊTE DU CAES (RAPPEL)

Les 25 et 26 septembre à partir de 16 h, le CAES organise une fête à l'occasion de ses douze années d'existence. Au programme : théâtre, rock, musique roumaine, chanson française, folk, jonglerie, trapèze, danse... Entrée : 30 F. Pour se rendre au CAES : train gare de Lyon, descendre à Ris-Orangis ou autoroute A6, sortie Ris-Orangis. Le CAES est situé entre la voie ferrée et la Seine.

CAES, 1, rue E.-Bonté, 91160 Ris-Orangis. Tél. : 69.43.07.55.

### A l'initiative du groupe Henry-Pouillat de Saint-Denis

### « PIK NIK » de rentrée des anarchistes de la région parisienne DIMANCHE 19 SEPTEMBRE - 11 H

### Parc paysager de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) au bord du « Lac des Brouillards »

Dans une ambiance fraternelle et un environnement agréable, des discussions sont prévues avec les groupes FA de la région parisienne, mais on peut aussi apporter un ballon, des dominos... sans oublier le repas.

Accès transports en commun : tramway 1, Six routes de La Courneuve, puis bus 150/250 ; RER B Aubervilliers-La Courneuve, puis 150/250 ou 149 ; RER B Le Bourget, puis 133 ; métro 7 Fort-d'Aubervilliers, puis 250 ; métro 13 Saint-Denis-Porte-de-Paris, puis 153.

Accès voiture : RN 301, six routes de La Courneuve, direction Stains ; autoroute A1, sortie Stains ; CD 114 direction Dugny.

En cas de pluie, le pique-nique serait reporté au dimanche 26 septembre, même lieu et même heure. En cas de doute, appelez le 48.05.34.08 (répondeur).

**ARGENTINE**

**Choléra, sous-alimentation, mortalité infantile** — Dire qu'en Argentine, il n'y a pas de pauvres et qu'au cas où il y en aurait, ce serait de leur propre faute et à cause de leur paresse, c'est un discours auquel les Argentins sont habitués. Pour le président Menem, le choléra n'est pas apparenté à la pauvreté, mais provient du « manque de soins de beaucoup de gens qui ne suivent pas les conseils des autorités sanitaires, et du manque d'hygiène dans certains secteurs de la communauté ».

L'épidémiologiste José Escudera souligne que le choléra « est une maladie typiquement sociale, et qu'elle se propage en général là où il y a une sous-alimentation ».

Au cours d'une réunion scientifique à Mar de la Plata, l'année dernière, des experts de tout le pays ont reconnu qu'en Argentine il y avait 9 millions de personnes qui consommaient des eaux non potables et que 17 millions vivaient sans égouts.

Depuis les vingt-cinq dernières années, 81 500 personnes sont mortes de maladies infectieuses intestinales.

Le chercheur de l'UNICEF Pablo Vinocur affirme que « 7 cas sur 10 de décès d'enfants pourraient être évités en Argentine ». Le Centre d'études pour l'Amérique latine (CEPAL) assure que « l'Argentine est un pays où depuis ces quinze dernières années, la pauvreté s'est accrue de manière persistante et systématique ».

Il affirme aussi qu'en 1980, il y avait 7 millions d'êtres humains qui souffraient de pénurie dans le pays. En 1988, conformément à une étude de la Banque mondiale, ils étaient 9 millions, et en août 1991, le chiffre atteignait un peu plus de 11 millions. D'après ces chiffres, un tiers de la population totale du pays vit dans une situation d'extrême pauvreté, bien que le gouvernement dise que « tout va mieux depuis la révolution de la productivité ».

La pauvreté, selon le CEPAL, a trois causes fondamentales : la chute réelle des salaires, qui ont atteint leur plus bas niveau depuis quinze

ans ; la diminution des rentrées d'argent due à la politique de l'Exécutif et la terrible chute des offres d'emplois.

Là-bas, comme ici, comme dans le monde entier, la révolution sociale et l'égalité économique s'impose. (Info transmise par Y.J. - Béziers)

**BULGARIE**

**Déclaration de SAT** — Le 66<sup>e</sup> congrès de SAT, célébré à Kazanlak (Bulgarie) du 14 au 21 août 1993, avec la participation de 250 travailleurs espérantistes de plusieurs continents constate :

— que les changements politiques survenus dans le monde depuis plusieurs années ne vont pas dans le sens de l'idéal de justice sociale proposé par SAT et que par conséquent doit continuer à exister une association qui regroupe les espérantistes dont le pouvoir d'achat repose sur le travail manuel ou intellectuel ;

— affirme que la diversité des coutumes et des langues ethniques doit être une source d'enrichissement culturel pour l'humanité entière, et ne doit pas être un prétexte pour que les chefs d'Etats et autres politiciens pratiquent ou recommandent des discriminations, des violences et des guerres ;

— rappelle que l'humanité ferait un pas décisif si la Déclaration universelle des droits de l'homme était intégralement appliquée. (Info transmise par Y.P.)

**CHILI**

**Cadeaux d'anniversaire** — Le général Pinochet, auteur du coup d'Etat sanglant du 11 septembre 1973, a reçu du gouvernement Menem la grande-croix de l' « Ordre de Mai », une des plus hautes distinctions argentines décernées aux personnalités étrangères.

Jean-Paul II, lui aussi, se manifeste en félicitant Pinochet et son épouse, à l'occasion de leurs noces d'or ! Il a envoyé sa « bénédiction apostolique spéciale » à l'ex-dictateur chilien, en l'assurant du souvenir ému de leur rencontre, pendant sa visite pastorale au Chili.

De chaque côté de la Cordillère des Andes, des militaires ont séquestré, torturé et fait disparaître des générations d'opposants, mais aujourd'hui, ces criminels sont décorés ! (Info transmise par Y.J. - Béziers)

**ESPAGNE**

**A Compostelle, la religion et le pouvoir vont bien ensemble** — Le 17 avril 1993, une Coordination des groupes contre Xacobeo est née. Cette coordination dénonce les projets urbains délirants que la mairie de Compostelle va entamer en pleine période de crise économique. Pour fêter comme il se doit l'anniversaire du pèlerinage de Compostelle, la mairie va dépenser 18 500 millions de pesetas pour embellir la ville et pour l'opération « Compostelle 93 ».

Il faut savoir que ces projets urbains et culturels, totalement élitistes, sont gérés par l'entreprise Xacobeo SA, qui est dirigée par des conseillers, membres du gouvernement autonome de Galice, présidé par l'ex-franquiste Fraga. Ceux-ci s'adjugent les grands chantiers. Ces chantiers, outre le fait de conduire à raser les bois entourant la ville, vont amener d'avantage de pèlerins. Cela va permettre de laisser se perpétuer cette farce que constitue la croyance selon laquelle les restes d'un saint se trouveraient à Compostelle. Il ne s'agit là de rien d'autre que d'une vaste opération de marketing à l'adresse de l'Europe, et qui date de mille cents ans.

Comme toute opération « ville propre », les autorités ont accentué le contrôle social : vérifications d'identités renforcées, omniprésence de la police dans les rues, expulsions et détentions illégales...

Comble de l'horreur : en septembre, le Front « nazional » espagnol tient une réunion dans la ville avec ses homologues européens, dans le cadre d'un pèlerinage.

Le Collectif anti-autoritaire Trapo Negro et la Coordination contre Xacobeo appellent à la mobilisation pour l'occasion.

(Infos extraits du journal *El Acrator*, n° 30)

**SOUSCRIPTION**

**Le réseau A-Infos**

Nous vous informons dans le *Monde libertaire* aux mois de mars et mai 1993 des activités et des buts du réseau international A-Infos.

Le projet *A-Infos* (bulletin d'information anarchiste) regroupe aujourd'hui des anarchistes de France, de Belgique, des Pays-Bas, d'Allemagne, de Grèce, d'Italie, du Portugal, de Suisse, d'Uruguay, de Russie qui participent à l'échange et l'envoi d'informations (but d'*A-Infos*), qui seront publiées dans le *Monde libertaire*.

Ces articles de mars et mai étaient accompagnés d'une souscription, acte de solidarité nécessaire pour continuer *A-Infos*.

Cette souscription, dans le cadre des activités du secrétariat aux Relations internationales de la Fédération anarchiste, a pour but d'abonner gratuitement à l'étranger celles et ceux qui n'ont pas les moyens financiers suffisants (cela sur les 800 envois mensuels à des journaux, revues, individus, groupes, organisations anarchistes dans le monde).

Pour nous aider à diffuser *A-Infos* dans le monde, vous pouvez souscrire et offrir un abonnement à 30 F ou envoyer 60, 90 F, qui représentent deux ou trois abonnements.

Pour cela, envoyez vos chèques ou mandats postaux à l'ordre d'ALDIR (mention A-Infos au dos) à **Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul**.

Gr. Humeurs Noires de Lille

**Souscription A-Infos  
mai-juin 93**

- Olivier F. (Lyon) : 100 F ; Fabien D. (Torcy) : 100 F ; Lacroix J.-F. : (Brétigny-sur-Orge) : 30 F ; FA (Antony) : 30 F ; Jean-Paul A. (Connaux) : 100 F ; Olivier G. (Paris - 15<sup>e</sup>) : 60 F ; Burkhard W. (Allemagne) : 100 F ; Ciras (Bègles) : 50 F ; FA (Perpignan) : 30 F ; Eric H. (Toulouse) : 30 F ; René B. (Clamart) : 130 F ; Christophe P. (Nantes) : 50 F ; FA (Rouen) : 30 F ; FA (Nice) : 50 F ; FA (Nada - Toulon) : 50 F ; FA (Rennes) : 30 F ; FA (Ubu - Paris) : 30 F ; Alain F. (Artigues) : 50 F ; Elisabeth C. (Bagnole) : 50 F ; FA (région toulonnaise) : 50 F ; Fernando B. (Bordeaux) : 30 F ; FA (Meylan) : 90 F ; Philippe E. (Miramas) : 90 F ; Danièle C. (Cassis) : 100 F ; Jean-Jacques M. (Rueil) : 120 F ; Sylvie D. (Saint-Ouen) : 100 F.

**TOTAL : 1 650 F**  
**(solde antérieur : 1 350 F, ML n° 914, 13-19 mai)**  
**TOTAL GÉNÉRAL : 3 000 F**

**Barcelone :**

**exposition internationale sur l'anarchisme  
27 septembre - 10 octobre 1993**

**Programme prévisionnel**

**Expositions**

Ouverture à 10 h le 27 septembre : présence internationale de l'anarchisme ; Francisco Ferrer i Guardia et l'Ecole moderne ; art et anarchie ; l'anarchisme ibérique.

Présentation publique du projet

Salle de l'Auditorium, le 27 à 19 h.

**Débat central**

« L'anarchisme devant la crise des idéologies » (cinq sessions)  
• vendredi 1<sup>er</sup> octobre, à 19 h : « Ethnie, Nation, Etat » avec René Lourau (Paris), Javier Sadaba (Madrid) et Josep Alemany. Coordinateur : Luciano Ianza (Milan).

• samedi 2 octobre, à 11 h 30 : « Individu, Communauté, Société » avec Cornélius Castoriadis, Agustin Garcia Calvo (Madrid), Julia Varela (Madrid) et Mary Nash (Barcelone). Coordinateur : Edouard Colombo (Paris).

• samedi 2 octobre, à 19 h : « Au delà de la démocratie » avec Noam Chomsky (Etats-Unis), Tomas Ibanez (Barcelone) et José Luis Garcia Rau (Grenade). Coordinateur : Amedeo Bertolo (Milan).

• dimanche 3 octobre, à 19 h : avec René Dumont, Alfred Max Neel (Chili) et Abraham Guillen (Madrid). Coordinateur : José Manuel Naredo (Madrid).

• dimanche 3 octobre, à 18 h : « Une utopie pour le XXI<sup>e</sup> siècle » avec Murray Bookchin (Etats-Unis), Colin Ward (Angleterre) et Isabel Escudero (Madrid). Coordinateur : Gerard Jacas (Barcelone).

Débats ouverts (Salon des Actes, 19 h)

• mardi 28 septembre : « Ecologie : la ville et la campagne » avec Edouard Masjuan (Barcelone), Franco Buncuaga (Italie), Groupe écologiste et Collectivité de Los Arenales (Malaga).

• mercredi 29 septembre : « Moyens de communication » avec Eliseo Bayo (Barcelone) et les Collectifs Contra Banda, Virus, *Llettra A* et le journal *CNT*.

• jeudi 30 septembre : « Science et anarchisme » avec Juan Peries (Paris), Antonio Lopez Campillo (Madrid) et le Collectif « Médecine alternative ».

• lundi 4 octobre : « Travail alternatif » avec Horst Stowasser (Allemagne) et divers collectifs.

• mardi 5 octobre : « Militarisme » avec le Collectif Campi (Barcelone).

• mercredi 6 octobre : « Enseigner ou apprendre » avec Pere Sola (Barcelone) et Collectif Paideia (Mérida).

• jeudi 7 octobre : « Féminisme/postféminisme » avec Mujeres Libres (Barcelone) et Eloisa Castellanos (Paris).

• vendredi 8 octobre : « Marginalisation sociale » avec Ignacio Llorens (Majorque).

• samedi 9 octobre : « Anarcho-syndicalisme » avec Pepe Gomez (Puerto Real) et Miguel Corras (Badalona).

Cinéma et audiovisuel

Semaine de cinéma libertaire, filmothèque de Catalogne ; sessions continues de projections vidéos, salle de projection du Centre civique de Sants.

Théâtre (trois ensembles scéniques)

Concerts : El Cabrero (Séville), Paco Lucia (Madrid), Luis Liach (Barcelone), Moustaki (Paris), Carlos Molina (Montevideo), Renaud (Paris) et Daniel Viglietti (Paris)

Un espace ouvert sera disponible pour les interprètes non consacrés.

**Exposition internationale  
Centre civique de Sants, Barcelone**

BD ET BOUQUINS

## Humour toujours

Tous ceux qui ne connaissent pas encore les albums de Tronchet sont vernis, puisqu'ils peuvent se lancer dans la découverte de ce monument de l'humour bédéphile au travers de plusieurs séries : celle des *Stars*, par exemple : *Stars d'un jour*, *Stars toujours*, *Jours de stars* (1), ou de *Raymond Calbuth* (2). Ou encore, se plonger dans le troisième volume de la série *Jean-Claude Tergal* (3) : *Jean-Claude Tergal présente ses pires ennemis*.

Tronchet excelle dans la dérision. Ses albums mettent tous en scène des personnages sans prétention : épiciers, facteurs, retraités, loubards, dans un décor de banlieue provinciale (à deux pas de Lille). Pas d'exotisme. Tronchet regarde vivre ses personnages, se contentant de forcer un peu le trait. Il scrute, il frappe. Le rire est garanti en dépit (?) de la banalité des scènes : un réveil loupé dans la cafétéria du Rond-point local ou la tentative de suicide à l'eau de Javel et au décapfour d'un jeune homme amoureux d'une infirmière, qui se réjouit de passer ainsi quelques heures en sa compagnie. Très fort.

Du même auteur, conseillons également *Sacré Jésus* (4). Ou *l'Evangile selon Tronchet*, qui affirme, dans une courte préface, que *Jésus était en fait un bougre de sacré déconneur*. Objectif : réconcilier les pires bouffeurs de curés avec le Christ !

La réédition de l'ouvrage de Franck Brunel et Catherine Musson, *Patrick Font, l'artiste qui ne voulait pas être star* (5) aurait gagné à être réactualisée, mais elle constitue cependant une bonne façon d'en savoir plus sur l'un des meilleurs comiques de l'Hexagone. Patrick Font est ici présenté sans son complice Philippe Val. Sa vie est retracée : un grand-oncle anticatalin, un père anarchiste « qui n'a jamais prononcé le mot "anarchie" », une inscription dans un collège religieux, un passage chez les scouts... Pélemé. Plus la folle envie de monter sur les planches, qui le conduit à rencontrer Jean Bertola et à composer ses premières chansons (et à gagner douze barils de lessive en se produisant sur la scène de la caravane Omo !). Font écrit ensuite des sketches pour Thierry le Luron, avant de faire la connaissance d'un « nostalgique soixante-huitard » nommé Philippe Val et d'entamer avec lui la carrière que l'on connaît.

« Les chansons de Font ne sont pas militantes », observent étrangement Catherine Musson et Franck Brunel. « Elles ne s'attaquent pas au monde en tant que système. Elles ne s'attaquent pas à la société ni au capitalisme. Elles ne sont ni politiques ni moralisantes, et c'est pour ça qu'elles nous concernent. »

Hum ! Si les chansons de Font ne sont pas politiques, que dire de celles de Frédéric François, alors, ou de Roch Voisine ! Mais bien sûr qu'elles sont politiques, les chansons de Font, puisque justement, elles n'éluent aucun des problèmes de l'époque et c'est pour cela qu'elles « nous concernent », effectivement ! Et c'est encore pour cela que Patrick Font, avec ou sans son compère Philippe Val, dérange pas mal de monde et en séduit aussi pas mal.

Enfin, si vous voulez en savoir plus sur ces individus que Tronchet et Patrick Font prennent fréquemment pour cible, lisez donc le récent ouvrage de Frédéric Brunquell, consacré à la « France des beaufs » : *Liberté, égalité, sacrée soirée* (6). Vous y trouverez exposées les caractéristiques de ces beaufs, immortalisés par Cabu (qui illustre d'ailleurs ce livre), personnages aux goûts assez rustres et offrant des valises de bulletins, à chaque élection, au parti de Jean-Marie Le Pen.

Mais comment définir un beauf ? Avant tout par sa paresse d'esprit, avance Frédéric Brunquell : « Une simple pression sur un bouton convenablement choisi de sa télécommande, un bras astucieusement tendu vers une revue dans un kiosque à journaux, la molette de sélection de son transistor tournée avec intelligence sont autant de gestes d'un coût quasi-nul qui ouvrent les portes de la culture. Le beauf témoigne d'une incapacité totale et permanente dans l'accomplissement de ces gestes. Il est réfractaire à la culture, ne s'en alarme pas, au pire, s'en félicite... »

Dans la rubrique « mieux vaut en rire... » !

Thierry Maricourt

- (1) Editions Delcourt.
- (2) Quatre volumes, aux éditions Glénat.
- (3) Editions Audie/Fluide glacial.
- (4) Editions Delcourt.
- (5) Editions Arcantère, 95 F (publié pour la première fois en 1987).
- (6) Editions First, 109 F.

**BRADERIE RADIO LIBERTAIRE**  
à l'initiative de l'émission « Annonces d'entraide »  
**SAMEDI 18 SEPTEMBRE**  
13 h - 22 h  
au 33, rue des Vignoles  
(M<sup>o</sup> Avron ou Buzenval), 75020 Paris.

Pour aider Radio Libertaire qui traverse une passe financière difficile, « Annonces d'entraide » vous invite à participer à une braderie. Entre 8 h et 13 h, venez apporter vos objets usagés (disques, livres, brochures, fringues...), vendus ensuite au profit de RL entre 13 h et 22 h.

BUVETTE ET ANIMATIONS MUSICALES

## Ciné sélection Le temps confisqué

« Banlieue : (nom féminin, de ban [juridiction] et lieue). Ensemble de localités qui environnent une ville et participent à son existence. »

Petit Larousse

DANS *Un, deux, trois, soleil*, Bertrand Blier filme l'invisible et fantasmagique banlieue. Théâtre d'affrontements de classe, cette terre de vie est trop souvent prétexte au discours sécuritaire et infantilisant. Sur les écrans, elle est absente car le milieu des professionnels du cinéma vient en majorité d'horizons plus argentés. Petiteesse et mesquinerie du commerce des images. Certes, il existe, c'est sûr, de notables exceptions.

Quand un cinéaste provocateur et misanthrope cadre une histoire de vies contemporaines en banlieue (ici, les fameux quartiers nord de Marseille), déjà beaucoup de plumeurs, ex-critiques devenus publicitaires, crient à la démagogie. Quoiqu'il en soit, après *Merci la vie*, Bertrand Blier avait besoin de cette jeunesse qu'on trouve loin, si loin des villes. Facile, direz-vous. Pas si sûr...

L'histoire de Victorine (Anouk Grinberg) et des autres est simple, presque trop. A y regarder de plus près, elle est banale. Destin d'enfants qu'on dit perdus d'après les sondages et les trop fausses et

fumeuses statistiques. La vraie question est de savoir à qui cette perte est profitable (marchands et statisticiens à vos calculettes !). Blier filme ce quotidien post-industriel, ce vide artificiel où tout semble aller de mal en pis. Sans usines, sans les mines, avec un système scolaire en déliquescence, orchestré et livré aux corbeaux, catholiques en majorité, il est vrai que la banlieue n'est pas rose. Dans une vie, où pour les parents, tout était réglé au millimètre, (mètre, boulot, dodo), il reste pour leurs enfants des béances qu'il faut combler. La consommation a horreur du vide. En fait, derrière un film parfois irritant (les premières images) et parfois difficile, se pointe le détournement du temps. Notre temps, notre vie. D'où la confiscation du quotidien, qui est bénéfique net pour les « faces tristes » qu'essaie de niquer Victorine.

Au risque d'être broyés, absorbés par ces derniers, il reste aux enfants d'Aubervilliers, de Roubaix ou de Marseille à inventer la vraie vie.

Ils s'y essaient. Difficilement, tant ce rouleau est avide et anthropophage. C'est dans la forme même du

film que Bertrand Blier le montre. Dans son montage, *Une, deux, trois, soleil* fait correspondre toute une vie. Victorine peut, d'un plan à l'autre, converser avec son amour de jeunesse ou retomber en enfance. Même les morts ont leur place. La narration semble difficile à suivre, mais le film gagne en force. Le tout est arrosé de provocation parfois limite, mais est aussi le trait essentiel, chez Blier, d'un humour libérateur. Il a également la dent dure pour certains à l'ouïe distinguée et à l'odorat chatouilleux. Mais ils devront s'y faire car c'est sous les couleurs vives, les odeurs chatoyantes et les bruits du sud que la vie se poursuit. Toutes les scènes de repas martèlent sur fond de raï cet heureux constat. Là où beaucoup attendraient une vision toute médiatique de la banlieue (violence, gangs, drogue...), Bertrand Blier, pessimiste lucide, filme la vie et les chausse-trapes à éviter pour retrouver son propre temps. Pas facile, surtout que les voleurs de temps et de vie sont partout.

Salim  
de « Fondu au noir »

**28 août 1983 saisie de Radio Libertaire**  
Le dimanche 28 août 1983 au matin, les CRS étaient rentrés dans les locaux de RL, avaient cassé le matériel et saisi la station.

« La Mémoire sociale » (10 h - 11 h 30) consacre son émission du samedi 18 septembre à cet événement.

COMMUNIQUÉ

### Un nouveau local pour « La Plume Noire »

Fin juillet, nous avons signé le bail de notre nouveau local. Pour neuf ans, cette fois-ci, avec un loyer de 2 000 F mensuels.

Il est grand (110 m<sup>2</sup>), clair et bien structuré : une grande librairie avec vitrine, un local pour les groupes de la Fédération anarchiste, un petit salon pour causer ou regarder une vidéo en toute tranquillité, une cuisine et une salle de réunion pouvant contenir 50 à 60 personnes assises.

Ceci n'a été possible que grâce à l'entraide apportée par les souscripteurs. En effet, outre les frais de location (environ 14 000 F), nous avons investi à peu près 8 000 F en électricité, peinture, plâtre... Heureusement, nous ne payons pas l'huile de coude !

Merci à toutes celles et à tous ceux qui nous ont aidés. Il nous reste à faire les toilettes, un bar et une petite scène... On verra quand nous serons riches !

Cela ne nous empêchera pas de prendre la crémaillère le samedi 25 septembre 1993 à partir de 17 h. Qu'on se le dise !

Ah ! nous allons quand même vous donner l'adresse, ce sera plus facile à trouver : 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon. Tél. : 72.00.94.10.

Si ce nom de rue vous dit quelque chose, c'est que vous avez au moins trois ans d'ancienneté dans le mouvement anar, car il y a déjà eu un local libertaire dans cette même rue.

Les heures d'ouverture de La Plume Noire sont toujours les mêmes :

— mercredi de 14 h à 19 h ;  
— jeudi et vendredi de 15 h à 19 h ;  
— samedi de 14 h à 19 h.

D'ici une quinzaine de jours, nous publierons dans ces mêmes colonnes un compte rendu des sommes reçues et dépensées pour acquérir ce local... A bientôt, donc.  
La Plume Noire

MUSIQUE

### Infezione

#### « Religione oppio dei popoli »

Intéressante démarche que celle entreprise par le groupe Infezione di Modène (Italie) à travers son nouvel album autoproduit, intitulé *Religione oppio dei popoli* (Religion opium du peuple).

Ce groupe de hardcore, d'expression libertaire, nous invite à découvrir douze chansons anticléricales aux textes des plus décapants et incisifs tels que : *Ethique d'oppression, Dieu et Etat, Amour libre, Au nom de Dieu, Nous sommes athées, Lutte...* Chansons où nous sont rappelés mensonges, atrocités, collusions avec les régimes dictatoriaux (Mussolini, Hitler, Franco, Pinochet...), perpétrés par les religions, en tout temps et en tout lieu. Un livret avec les textes des chansons, photos, BD... est inclus à l'album.

En ces temps de puritanisme et de résurgence des religions et autres sectes, ce disque se veut une œuvre de salubrité publique et d'émancipation.

Infezione est un groupe à découvrir, une démarche à soutenir, un album à consommer sans modération.

Bruno (gr. Région-toulonnaise)

N.B. : l'album est disponible au prix de 55 F (port compris) auprès du CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex. Chèque à l'ordre du CECL.

RENDEZ-VOUS

**BRUXELLES (BELGIQUE)**  
Le groupe Vladimir-Yapadchev organise le vendredi 17 septembre au Gernika (65, rue du Midi, 1000 Bruxelles) une soirée « SIDA » avec Act-up.

**Au programme :**  
- 20 h : vidéo sur un camp d'internement pour séropositifs, conçu par les Américains, en Haïti ;  
- 21 h : rencontre avec Act-up Bruxelles.

Le groupe Yapadchev organise également une soirée-cabaret au 65, rue du Midi, le dimanche 19 septembre.

**CHERBOURG/OCTEVILLE**

Les permanences du groupe FA de Cherbourg reprendront chaque premier samedi du mois à partir d'octobre, au foyer Jacques-Prévert d'Octeville à 17 h.

Par ailleurs, pour contacter la FA sur Cherbourg (Manche) et Vire (Calvados) ou pour se procurer (contre un timbre à 2 F 80) le *Le Pépin noir* (feuille d'expression libertaire du groupe de Cherbourg), écrivez au GREL, BP 12, 50130 Octeville.

**LILLE**

**« BENOÎT-BROUTCHOUX, LE MINEUR ANARCHISTE »**

A l'occasion de la sortie du film *Germinal*, le groupe Humeurs Noires de la FA, le CCL et la CNT organisent une conférence-débat sur Benoît-Brouchoux, l'anarcho-syndicaliste des mines, le samedi 2 octobre à 15 h au Centre culturel libertaire, 1/2, rue Denis-du-Péage. Cette conférence aura pour thème : « Culture ouvrière, syndicalisme et révolution au début du siècle... et aujourd'hui ». Elle sera animée par Stéphane Callens, co-auteur de la BD consacrée à Brouchoux, Jacques Coulardeux, chercheur et Jacques Floris, anarcho-syndicaliste, militant CGT.

Si vous avez un parent ou grand-parent « Brouchouiste », désireux de témoigner, écrivez au CCL, 1/2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille ou téléphonez au 20.47.62.65.

**MERLIEUX (AISNE)**

Le 19 septembre, Merlieux deviendra « un village du livre, l'espace d'un dimanche ». A l'occasion de cette foire aux livres (avec concert de jazz en soirée), la librairie du Monde Libertaire, en collaboration avec le groupe Kropotkine de Merlieux/Anizy-le-Château, tiendra un stand de 10 h à 18 h.

PARUTIONS

**BROCHURE**

Le n° 5 des *Cahiers de la Vache Folle*, édité par le groupe artistique la Vache Folle de la FA, est paru. Au sommaire : le désir, traité par des peintres, des poètes, ainsi que diverses interventions. Prix : 20 F (plus 11,50 F de port). A commander à : DCC, 3, place de l'Hôtel-de-Ville, 13360 Roquevaire.

**PRESSE**

Le n° 12 d'*Encre Noire* est paru. Revue libertaire éditée par les groupes J.-R. Caussimon (Nancy), Ne Plus Subir (Moselle/Bas-Rhin) et les liaisons FA de Saint-Dizier et de Guebwiller, *Encre Noire* est disponible au prix de 5 F (en timbres), par abonnement de 30 F (à l'ordre du CESL) en écrivant au CRES, BP 16, 54550 Pont-Saint-Vincent.

**PRESSE**

Le n° 101 de *Contre vents et marées*, (septembre 1993) journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes, est paru. Il coûte 6 F (abonnement : 60 F pour dix numéros). A commander à « Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche (chèque à l'ordre de l'association).

CRITIQUE DE ZOLA

« Germinal »  
la vision d'un faux-frère

DEPUIS QUELQUE temps, s'étendent sur les murs des rues et routes du Nord/Pas-de-Calais d'étranges affiches. Des hommes à l'air sombre et mécontent, arborant un maquillage que l'on croyait définitivement tombé en désuétude dans la région, cheminent avec détermination vers quelque mauvaise action. L'homme du commun, lecteur de revues et spectateur de son poste de télévision, comprend vite qu'il est là question d'un des derniers avatars cinématographiques de *Germinal*. Il se rappellera qu'il en fut grand cas dans la presse régionale (gros budget, grosses vedettes, grosse figuration) et qu'anciens mineurs et nouveaux chômeurs revêtirent l'habit d'obscurité des ancêtres dans ce triste simulacre. Il apprit aussi que le Conseil régional voulait en racheter les décors à grand prix. La destruction (peu de temps auparavant et pour d'obscures affaires immobilières) de l'estaminet où fut créée et chantée pour la première fois l'*Internationale* ne mobilisa pas tant d'énergie.

Vivant au « pays de Germinal », comme se plaisent encore à baptiser la région nombre de journalistes manquant d'imagination, le roman de Zola nous connaissons. Il fut souvent le tout premier livre étudié en classe sous la direction de professeurs soucieux de faire connaître la condition ouvrière aux fils d'ouvriers. C'est ainsi que riches d'une lecture superficielle du roman et d'une imagerie du mineur mythifié (pour être encore plus souvent mystifié par les bons soins d'un PCF triomphant), nous finissons par trouver au parent ou voisin, s'adonnant aux joies de la fosse, l'air inquiétant du rédempteur social et du vengeur du prolétariat. Aujourd'hui, on peut relire cet admirateur de Fourier qu'était Zola sans grande irritation.

Des classes laborieuses et dangereuses, Zola s'en était déjà occupé dans un précédent ouvrage, *L'Assomoir*. Alors que les souvenirs de la Commune donnaient encore quelques suées fort salutaires aux nantis, il nous compose un roman sur le style « salauds de pauvres », style qui fera longtemps la fortune de toute une littérature droitière. Il n'y a pas d'autre coupable à cette vie de miséreux que la fatalité héréditaire et l'alambic diabolique, nous démontre-

t-il en sociologue inspiré. Le livre connut un grand succès, ce qui permettra à Zola d'élever quelques tours supplémentaires à son manoir de Medan. Quelques ingrats, venus des milieux révolutionnaires, n'ayant aucune reconnaissance pour le grand écrivain qui fit entrer le prolétariat au Panthéon de la grande littérature, l'accusèrent néanmoins d'avoir commis une mauvaise action.

**La question du siècle**

Après quelques épisodes de son feuilleton, il revient à ses pauvres et entreprend *Germinal*, livre où combient ambitieux. Il le déclare lui-même : « Le roman posera la question la plus importante du siècle, la lutte du capital et du travail. » L'homme se documente, se procure un grand nombre d'ouvrages au style austère et rébarbatif, de théoriciens barbus et mauvais coucheurs. Il visitera les corons et descendra dans la mine. « Fera-t-il sa gaillette », comme tout bon président de la III<sup>e</sup> République en visite ? La chose reste mystérieuse...

Que nous conte donc ce livre ? Nous nous abstenons de toute critique quant à sa valeur artistique ou documentaire, cela n'étant pas notre profession ; Zola étant lui-même un grand professionnel et n'ayant quant à nous que sympathie pour les bons travailleurs !

*Germinal* fut écrit en 1885, probablement sous l'influence des événements de Montceau-les-Mines, tant on y trouve d'analogies. Zola nous y fait le récit d'une grande grève sur un ton épique et souvent pathétique, tout en faisant preuve (le brave homme !) d'apitoiement et de compassion pour ce peuple miséreux. Après quelques gammes naturalistes, qui ne choquent que les bigots de son temps, il y campe les trois grands courants qui ont traversé à l'époque le mouvement ouvrier : le réformiste possibiliste Rasseigneur, l'« anarchiste » Souvarine et l'internationaliste Pluchart. Quant à Etienne Lantier, héros du récit, personnage voulu versatile et dont l'ambition nous sera révélée peu à peu, il se trouve influencé successivement par les trois mauvais larrons.

Et voyons d'abord Rasseigneur, qui figure le réformiste et emprunte beaucoup à Emile Basly que Zola rencontra durant son périple dans le

bassin minier. « Cabaretier, ancien mineur licencié, sa maison prospérait ; il s'enrichissait des colères qu'il avait peu à peu soufflées ». Jouant volontiers au pompier, s'opposant au durcissement du conflit et sabotant la réunion avec le délégué de l'Internationale, il jalouse Etienne pour sa fonction de leader du peuple mineur.

Autre figure, Souvarine l'« anarchiste », personnage à la pensée et au regard froids, plus noir que son fanion, s'attendant plus volontiers sur une lapine que sur le genre humain. Apologiste et finalement praticien de la propagande par le fait, Souvarine pour qui « le brigand est le vrai héros, le vengeur populaire, le révolutionnaire en action », n'a que mépris pour ce prolétariat qui n'est pas digne de sa grande mission historique (il ne quittera jamais son poste de travail pendant la grève). Il n'a de dévotion que pour une espèce de Dieu machiavélique et ténébreux (Bakouine !), dont il attend religieusement la prise de direction du mouvement international, prélude à l'apocalypse ! Personnage fort caricatural et dont l'ironie de l'Histoire voudra qu'Emile Henry s'en revendique explicitement. Ajoutons que Souvarine deviendra, et cela jusqu'à nos jours, l'archétype de l'anarchiste dans le folklore national...

**La vision rouge**

Enfin Pluchart, l'ancien ouvrier représentant de l'Internationale, le carriériste du monde ouvrier, singeant le bourgeois, se déplaçant en voiture, ne cherchant qu'à placer son fonds de commerce. Sa seule préoccupation est de vendre ses cartes d'adhésion et de quitter les lieux des futurs affrontements afin de poursuivre sa carrière politique parisienne.

On pourrait penser à propos de Zola : « Voilà l'homme de génie, précurseur de Makhaiski et de la critique libertaire ! ». Ne nous fait-il pas sentir à propos d'Etienne : « C'était une sensation de supériorité qui le mettait à part des camarades, une exaltation de sa personne à mesure qu'il s'instruisait », et plus loin, « il éprouvait cette répugnance, ce malaise de l'ouvrier sorti de sa classe, affiné par l'étude, travaillé par l'ambition ». Ne nous y trompons pas, pour Zola, c'est le communisme qui est le vol, non la propriété ! Les grévistes en marche évoquent pour lui « la vision rouge de la révolution qui les emporterait tous, fatalement, par une soirée sanglante de cette fin de siècle. Oui, un soir, le peuple lâché, débridé, galoperait ainsi sur les chemins ; et il ruissellerait du sang des bourgeois, il promènerait des têtes, il sèmerait l'or des coffres éventrés. Les femmes hurleraient, les hommes auraient ces mâchoires de

lousps, ouvertes pour mordre [...], la même cohue effroyable de peau sale, d'haleine empestée, balayée fureux monde, sous leur poussée débordante de barbares. Des incendies flamberaient, on ne laisserait pas debout une pierre des villes ». Le comble est atteint quand il montre les femmes « toutes sanglantes dans le reflet d'incendie, suantes et échevelées de cette cuisine de sabbat » ou encore « agitées d'une fureur meurtrière, les dents et les angles dehors, aboyant comme des chiennes ». Ces images sont celles de l'opposant farouche à la Commune quinze ans plus tôt ; de celui pour qui les barbares furent ceux qui détruisirent la colonne Vendôme et les Tuileries, et non ceux qui massacrèrent plus de 30 000 communards. Pour celui que les Alpes séparaient de Maurice Barrès (ce qui nous le rendait plutôt sympathique), le bon ouvrier reste le Versaillais, qu'il nous décrit dans *La Débâcle* : « la calme figure de paysan illettré, son respect de la propriété et son besoin d'ordre, le paysan sage désireux de paix pour que l'on recommençât à travailler, à gagner, l'âme même de la France, la vieille raison française, l'épargne, le travail ».

S'il y eut bien un Rasseigneur et un Lantier dans le pays minier, les deux figures sont fortement inspirées d'Emile Basly. De Souvarine, il n'y eut point ! Un attentat fut bien commis en 1895 sur la personne d'Emile Vuillemin, mais qui de l'anarchiste ou de l'ouvrier licencié tira sur le directeur des mines d'Aniche ? Par contre, il y eut un Brouchoux et d'autres qui luttèrent pour un syndicalisme réellement révolutionnaire...

Joao Manuel  
(Centre culturel libertaire de Lille)

**SOMMAIRE**

- PAGE 1 : Le droit d'asile hors-la-loi (suite p. 4), Paix au Proche-Orient : l'intifada bradée ? (suite de la « une »), Editorial : Armée ouïenienne : bureau du peuple somalien.
- PAGE 2 : Le devoir d'interprétation, Fascisme.
- PAGE 3 : Imprimerie dieppoise : Pas de licenciements pour les travailleurs du Livre, Les travailleurs sociaux face à l'ordre moral, En voiture, Simone ! (billet d'humeur).
- PAGE 4 : Le droit d'asile hors-la-loi (suite de la « une »), Porte close pour les réfugiés.
- PAGE 5 : Paix au Proche-Orient : l'intifada bradée ? (suite de la « une »), Nouvelles du Front, Associations.
- PAGE 6 : Brèves internationales, Le réseau A-Infos, Exposition anarchiste internationale de Barcelone.
- PAGE 7 : Humour toujours, Ciné sélection : le temps confisqué, Un nouveau local pour La Plume Noire, Infézone : « Religione oppio dei popoli ».
- PAGE 8 : « Germinal » la vision d'un faux-frère, Infos FA.

**BD « Benoît-Brouchoux »**

Il y a treize ans environ paraissaient *Les Aventures épatantes et véridiques de Benoît Brouchoux*. Aujourd'hui épuisé, cet excellent ouvrage, dessiné à la manière des Pieds Nickelés et agrémenté de documents historiques, fait l'objet d'un tirage à l'occasion de la sortie du film *Germinal*. Publié conjointement, avec le soutien de la CNT, par le Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux et le groupe Humeurs Noires de la FA, on peut d'ores et déjà le commander au prix de 60 F (port compris) en écrivant au CCL, 1/2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille.